

CONTRIBUTION DE LA RECHERCHE A L'ETUDE DE L'ESPACE URBAIN ET RURAL DANS LA MEDITERRANEE

ANTONIO DI GIULIO *

Plus la croissance des pays méditerranéens du Sud et de l'Est devient tangible, affectant d'une manière ou d'une autre les différents secteurs de l'économie, restructurant la société et changeant parfois profondément les comportements culturels et les habitudes de consommation, plus les décideurs, les hommes de réflexion et d'action, en un mot les agents du développement, se trouvent confrontés à la montée de conflits multiples entre secteurs d'activités, entre espaces ruraux et urbains, et dans le cadre de chacun d'eux, entre des logiques de penser et de faire qui constituent des freins considérables à la promotion d'un développement durable adapté à la spécificité méditerranéenne des pays respectifs. Cette évolution révèle la grande complexité des processus contradictoires du développement. Elle appelle une réflexion globale d'évaluation des différentes expériences tentées çà et là dans les pays méditerranéens, pour mieux saisir la portée concrète des politiques urbaines et les conséquences des stratégies de développement mises en oeuvre depuis plus d'un quart de siècle.

L'un des domaines qui pèse d'un poids lourd, handicapant l'évolution des pays méditerranéens, est la concentration des activités et des hommes sur les littoraux. Il en découle des perturbations graves, non seulement de l'environnement, mais aussi des remises en cause des réalisations porteuses de la croissance, à ce jour, de ces pays. C'est ainsi qu'il faut se demander comment résoudre la quadrature du cercle qui se traduit dans la concurrence entre l'agriculture, le tourisme, l'industrie et l'habitat, à la fois pour l'eau, les sols, les qualités des espaces environnants des villes et des zones touristiques, du fait de l'extension des pollutions industrielles et urbaines.

L'urbanisation, difficilement maîtrisable, s'accapare eaux, sols et produits de nuisances multiples en terme de manque d'assainissement, d'accumulation des ordures et de dispersion de déchets, parfois dangereux, rejetés dans les campagnes et dans la mer.

Une telle évolution compromet, par l'aggravation de la pollution, des facteurs stra-

Abstract

The lack of data to clearly define trends and weights of certain urban and rural spatial problems, could lead to generalise problems without any substantial aid to decision makers. The thoughts expressed in this paper, drawn up from a seminar "Urbanisation-Agriculture", Tunis, 11-13 November 1994, are pointing out the necessity to refine models and indicators concerning economic and environmental impact assessments methods. This will definitely help to a better understanding of economic choices and assist a sustainable development of the Mediterranean region.

Résumé

Le manque de données précises sur la diffusion et la quantification de certains phénomènes spatiaux urbains et ruraux peut amener à généraliser des problématiques sans pour autant apporter une aide valable aux décideurs.

Plus spécifiquement, les réflexions issues d'un séminaire sur "Urbanisation et l'Agriculture", Tunis, 11-13 novembre 1994, montrent la nécessité d'affiner les instruments d'évaluation d'impact économique et environnemental pour mieux maîtriser les choix économiques nécessaires à assurer un développement durable de la région méditerranéenne.

tégiques comme les ressources en eau, la qualité des paysages et la bio-diversité des écosystèmes.

Cette problématique a été débattue dans un séminaire "Urbanisation et Agriculture"

organisé par le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), l'Union Européenne (UE) et le Ministère de l'Agriculture tunisien, du 11 au 13 novembre 1994 à Tunis,



(*) Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), Paris, France.

et les réflexions qui suivent sont pour partie issues des travaux du séminaire.

Urbanisation et développement rural

La tendance à généraliser les changements urbains qui interviennent dans le tiers-monde reste très marquée. Nombreux sont les documents qui décrivent la montée de la population urbaine comme "sans précédent" ou "explosive" et qui affirment que pour l'an 2.000, la moitié de la population de ces pays sera devenue urbaine. Certains experts (Sotterthwaite) redoutent ce type de projections. Ce dernier relève que la plupart des experts soupçonnent que la rapidité de "croissance de certaines villes" soit transposable à l'échelle des autres centres urbains. La validité d'extrapoler, pour la population urbaine, des données concernant la croissance démographique des années 1950 ou 1960 reste peu valide (Sotterthwaite). Sans l'appui de données homogènes, l'analyse de la dynamique spatiale relève d'extrapolations parfois peu fiables. En Méditerranée, on retrouve, à l'échelle de chaque pays, une multiplication des centres avec un statut urbain qui, en effet, contribuent à la croissance de la population urbaine. Le passage du rural à l'urbain de certains des centres signifie également le passage d'un nombre de ruraux dans le groupe des citoyens (El Mansouri). Les analyses qui se font au niveau de chaque pays montrent la difficulté à obtenir une idée claire sur les tendances urbaines et rurales. Malgré un exode rural massif qui a caractérisé le Maroc, ces quatre dernières décennies, le milieu rural n'a pas connu de régression de sa population. Au contraire, il a marqué une évolution positive en valeur absolue.

D'après les travaux de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (O.C.D.E.), il ressort qu'une partie significative de la population de ses pays membres n'a pu être définie ni comme agricole, ni comme urbaine : il s'agit des **ruraux**. Les mêmes études ramènent le terme "ruralité" à un concept spatial ou territorial. Le terme ne désigne pas un mode d'exploitation particulier de la terre, ni un certain niveau de développement, ni même un secteur déterminé. L'**agriculture** est considérée comme un secteur économique parmi d'autres. Elle occupe, depuis plusieurs décennies, une place importante dans les zones rurales des pays de l'O.C.D.E. sans pour autant être créatrice nette d'emplois.

Dans un pays tel que l'Egypte, où la superficie agricole est d'environ trois millions d'hectares, les zones rurales se sont urbanisées au même rythme que les villes et en même temps que la population a augmenté. Chaque ville est à présent liée aux autres villes par un réseau routier plus complet et le nombre de bâtiments publics, écoles, hôpitaux, est plus important. Il y a



donc eu une intensification du service public. Un des résultats a été la création de nouvelles opportunités d'emploi. Ceci met en évidence la nécessité de traiter, en premier lieu, le développement rural par une politique intégrée plutôt que par la seule politique agricole.

Urbanisation et modèles alimentaires

La variété et la diversité des aliments produits dans les zones urbaines sont souvent sous-estimées par la plupart des statistiques nationales. Les balcons, terrasses et petits jardins contribuent à accroître l'espace de production agricole dans les grandes agglomérations urbaines, en permettant l'exploitation de l'élevage, de l'aquaculture et des végétaux.

Ce type d'agriculture urbaine a un poids important pour les citoyens défavorisés. Il est reconnu que ceux-ci sont, pour la plupart, plus vulnérables du point de vue nutritionnel que leurs homologues ruraux. Pour se nourrir, ils dépendent en quasi totalité de leur pouvoir d'achat. En revanche, là où le pouvoir d'achat le permet, la qualité nutritionnelle des rations urbaines peut être plus satisfaisante, avec une consommation plus élevée de fruits, de légumes et de denrées d'origine animale qu'en zone rurale.

Parmi les aspects les plus importants des changements d'habitude alimentaire provoqués par la vie urbaine, il y a l'alimentation de rue. L'évolution est inévitable aussi pour les pays du Sud de la Méditerranée (Boutrif). Les aliments de rue comprennent des plats cuisinés de caractère traditionnel. Le rythme de vie différent entre ville et campagne et dû au temps de transport et de travail, font que certains

plats nécessitant une longue préparation deviennent rares à la maison. L'offre de ces plats fait retrouver un certain goût perdu. Si, d'un côté, on peut retenir certaines tendances de consommations alimentaires dans les villes, d'un autre côté, on a des difficultés à suivre le rythme et les changements alimentaires (Boutrif).

L'absence quasi totale de renseignements sur la nature et le rythme des changements d'habitude alimentaire qui surviennent lors d'une migration urbaine, nous amène à déduire les effets de l'urbanisation à travers des données opposant consommation alimentaire urbaine et rurale. Il est indispensable, selon plusieurs experts, d'entreprendre des études intéressantes les nouveaux arrivants en milieu urbain, afin de mieux cerner l'effet de l'urbanisation sur les modèles alimentaires.

Le programme "villes propres"

L'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.), après avoir mis en oeuvre le programme "Villes propres" en Europe, en 1986, a établi un programme du même genre pour la Méditerranée, en 1988. L'action débutée par l'O.M.S. pourrait, même si c'est d'une façon restrictive, se résumer par deux aspects : l'un étant le besoin accru de programmation et gestion de l'espace de la part des gouvernements, et l'autre étant l'organisation des services de santé.

La rapidité avec laquelle l'espace autour des grandes et moyennes villes ou sur les zones côtières change, détourne les priorités plutôt vers les problèmes urbains, avec moins d'attention pour les zones rurales. Cette lourde charge qui a un poids très fort sur les services chargés de l'environnement, dans chaque ville ou communauté de la région méditerranéenne, ralentit la mise en oeuvre des plans stratégiques établis pour faire face à des problèmes comme la pollution de l'air dans les grandes agglomérations, la récolte des eaux usées et de drainage, la gestion des déchets urbains, la fourniture de quantité d'eau per capita nécessaire à la prévention des risques à l'encontre de la santé et l'hygiène des aliments.

Dans la plupart des cas, l'eau doit être transportée vers les villes des régions plus lointaines, ce qui cause des problèmes à l'agriculture et à l'écologie de ces régions. La gestion de l'environnement et des services de santé publique doit retrouver une place importante dans la programmation à long terme, et c'est en effet le but principal de ce programme.

Comment gérer l'espace urbain et agricole?

La notion d'espace implique également un concept de dynamique. Des espaces, notamment côtiers qui étaient auparavant agricoles, deviennent urbains. Mais sont-



ils devenus urbains parce que la population a simplement augmenté ou bien parce que certaines actions de développement économique ont contribué à créer un circuit intégré entre villes et campagnes ?

La dynamique d'occupation spatiale peut répondre à des mécanismes de marché tel que le revenu généré par une activité par rapport à une autre, ou institutionnelle. Dans le deuxième cas, comme certains économistes l'ont souligné, la coordination d'une activité économique ne relèverait pas totalement de la fonction des prix du marché, mais elle serait influencée par l'interaction d'une série d'institutions sociales et économiques.

Cette dernière théorie nous amène à considérer de près les effets que certains engagements internationaux concernant la protection de l'environnement (I.E. MED 21) auraient sur le plan des activités économiques à l'intérieur de chaque pays. L'aspect le plus important à retenir de ce type d'accord, pour lequel on dispose difficilement d'instruments pour le faire respecter, est la prise en compte par les Etats du problème de la gestion de l'espace et des ressources eau et sol permettant de générer des activités économiques porteuses d'emplois et de développement, sans pour autant causer des effets destructifs du milieu. Les espaces littoraux du Sud méditerranéen ainsi que du Nord, ont subi et continuent de subir des pressions d'urbanisation anarchique. Le développement de l'industrie du tourisme a sollicité des travailleurs d'un secteur excédentaire comme l'agriculture vers ce dernier. L'agriculture elle-même ne peut pas assurer des taux de croissance de 4 à 5 % pour compenser un taux démographique qui, dans les pays du

Sud de la Méditerranée, est autour de 2,5 à 3 %.

Donc, toute augmentation du PIB est automatiquement neutralisée par des taux de croissance démographique élevés. Evoquer ces données peut paraître rhétorique, mais il faut centrer le débat et le ramener dans un cadre non conflictuel mais de développement harmonieux.

Conclusion

La plupart des données qui mettent en lumière l'intensité du problème conflictuel de l'urbanisation, l'industrialisation et l'agriculture, relèvent de l'analyse des décisions et projets qui ont été pris et effectués à partir des années 60 jusqu'aux années 90 et qui, maintenant, avec des instruments d'analyse plus performants, peuvent être mieux évalués. Dans certains pays comme la Tunisie, les études d'impact sur l'environnement sont devenues obligatoires pour tous les projets depuis 1991. En ce qui concerne l'île de Malte, un plan de contrôle du développement urbain a été mis en place en 1988. Sur le plan de la Communauté Européenne, les études d'impact ont commencé à être encadrées au niveau de chaque Etat membre à partir d'une directive de 1985. A cet égard, on peut mentionner l'exemple de la Communauté autonome de Valencia en Espagne, qui, en vertu de son autonomie, a développé un programme d'évaluation d'impact sur l'environnement spécifique à sa situation de développement économique, en essayant de ne pas rester au niveau de l'étude d'impact du seul projet, mais en prenant compte d'autres aspects économi-

ques directement et indirectement concernés.

C'est dans cette ligne que s'inscrivent de nombreux efforts des scientifiques pour trouver des indicateurs et des moyens d'analyse qui permettent de quantifier et évaluer les phénomènes de l'urbanisation ainsi que du rural. Dans ce sens (Borri et al.), il y a eu des essais de corrélation des variables économiques, sociales et environnementales, afin d'obtenir des connaissances, des orientations à prendre pour la mise en oeuvre des politiques de développement durable. En même temps, on remarque des efforts pour définir et équilibrer l'agriculture périurbaine. Un modèle matriciel comme celui mis en place par De Fano et Grittani, développant des indicateurs agricoles, environnementaux, socio-économiques et d'infrastructure, semble pouvoir aider le planificateur à donner les différentes valeurs assurées par l'agriculture dans les zones sous évaluation.

La nécessité de replacer le débat "Urbanisation et Agriculture" dans des termes de recherche et d'évaluation ainsi que de perspectives, montre que les professionnels et les scientifiques s'instaurent aussi sur des positions dynamiques qui vont plutôt vers une meilleure définition des connaissances du problème posé par l'urbanisation par rapport aux différents secteurs économiques, y compris celui de l'agriculture, en essayant de conjuguer la nécessité de développer l'économie de chaque pays et les problèmes que cela pose. Parmi les recommandations du séminaire de Tunis, les aspects "recherche et perspectives" sont ceux qui ont été les plus visés. Par ailleurs, il a été indiqué que l'apport méthodologique de l'O.C.D.E. en matière d'indicateurs de développement rural pouvait être appliqué aux pays du Sud de la Méditerranée. Des recherches sur les modifications de modèles de consommation alimentaire et leur impact sur l'état nutritionnel des populations, en ville et dans les campagnes, nécessitent d'être entreprises. Dans le cadre des perspectives, certaines recommandations vont dans le sens d'une approche systémique dans l'étude des zones périurbaines et de la mise au point des méthodes adéquates pour des études d'impact de projets plus globales. ●

Références bibliographiques

- J.T. Winpemy, Development Research : The Environmental Challenge Overseas Development Institute London, 1991- p. 119-135.
- J.E. Hardoy, D. Mittin, D. Sotterthwaite, Environmental problems in third world cities Earthscan Publications Limited, London, 1992.
- A.D. Tsouros, World Health Organisation (W.H.O.) Healthy Cities Project. Review of progress, 1987-1990.
- E.H. El Mansouri, La pression démographique, véritable défi pour une répartition spatiale équilibrée de la population au Maroc Séminaire "Urbanisation et Agriculture", Tunis, 11-13 novembre 1994.
- E. Boutrif, Le modèle de consommation alimentaire urbain : caractéristiques et évolution.
- D. Borri, F. Pace, C. Torre, Quality of urban life and sustainable development.
- G. De Fano, G. Grittani, A proposal of systematic representation of agriculture in metropolitan areas.